



**PRÉFET
DE LA MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale de la Moselle
4, rue François de Guise – CS 50551
57009 Metz Cedex 01
Tél : 03 54 44 02 80
ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Metz, le 28 juin 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13 juin 2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SEPE BOIS DES CORPS

57655 BOULANGE

Références : BOULANGE_SEPE-BOIS-DES-CORPS_RAPVI_Mesures-ERC_DNM_00182
Code AIOT : 0006209577

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13 juin 2024 dans l'établissement SEPE BOIS DES CORPS implanté à Boulange. L'inspection a été annoncée le 17 mai 2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre de l'action collective dite 2.2.9 "Mesure d'évitement, de réduction et de compensation mise en œuvre par les parcs éoliens".

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SEPE BOIS DES CORPS
- 57655 Boulange
- Code AIOT : 0006209577
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SEPE du BOIS DES CORPS est autorisée, par arrêté préfectoral n°2017-DCAT-BEPE-139 du 13 juillet 2017, à exploiter sur le territoire de la commune de Boulange un parc éolien de 4 MW de puissance totale et se compose de 2 aérogénérateurs d'une puissance unitaire de 2 MW.

Cette installation est également réglementée par l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent soumises à autorisation au titre de la rubrique 2980.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2.2.9 « Mesure ERC dans les parcs éoliens »

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Déploiement des mesures ERC prescrites : Avifaune	Arrêté Préfectoral du 13/07/2017, article 6.1 partiel	Demande d'action corrective	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Contrôle périodique extincteurs	Arrêté Ministériel du 26/08/2011 modifié, article 18 partiel	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Déploiement des mesures ERC prescrites : Chiroptères	Arrêté Préfectoral du 13/07/2017, article 6.1 partiel	Sans objet
3	Suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011 modifié, article 12 partiel	Sans objet
4	Collecte des données du suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011 modifié, article 12 partiel	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard des constats, l'inspection demande à l'exploitant de :

- concernant le point de contrôle n°1 : transmettre, dans un délai d'un mois, les procédures écrites prescrites à l'article 6.1 de l'arrêté préfectoral susvisé ;
- concernant le point de contrôle n°5 : justifier, dans un délai de 15 jours, de l'apposition effective de la date de la dernière vérification opérée sur les équipements de lutte incendie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déploiement des mesures ERC prescrites : Avifaune

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/07/2017, article 6.1 partiel
Thème(s) : Autre, Préservation de l'avifaune
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Au pied de chaque éolienne, un revêtement minéral associé à un géotextile empêchant le développement de la végétation est mis en place sur une surface afin de ne pas créer un milieu attractif pour les mammifères et donc pour l'avifaune en général.</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à éviter toute collision avec l'avifaune migratrice. Dans cette optique, un système de détection d'oiseau (vision artificielle, radar ou autre technique disponible), adapté aux différents types de vols en fonction des espèces, et d'effarouchement sonore, est mis en place de façon à couvrir chaque éolienne du parc. Ce dispositif doit par ailleurs permettre l'arrêt automatique des éoliennes en cas d'approche d'oiseau en vol dans la zone à risque de collision.</p> <p>Toutes les données de ce dispositif (réglage des modules, analyse des images, déclenchement des alarmes de l'effarouchement sonore, arrêt, maintenance, dysfonctionnement, ...) sont reportées à des fins de suivi et de sauvegarde des informations. Une procédure définissant les modalités précises de fonctionnement, d'actions (effarouchement, réduction de la vitesse, arrêt des machines, ...) et de maintenance est rédigée et communiquée à l'inspection des installations classées dès la mise en service du parc éolien. Des contrôles périodiques appropriés et préventifs sont réalisés afin de s'assurer du bon état de fonctionnement du dispositif de détection et de l'asservissement.</p>

<p>Constats :</p> <p>Le jour de la visite, l'inspection a notamment constaté :</p> <ul style="list-style-type: none"> la présence d'un revêtement minéral au pied de chacune des deux éoliennes de ce parc ; la présence d'un bloc caméra, d'un haut parleur (effaroucheur) en extérieur de chacune des éoliennes et d'un ordinateur au sein de chacune de ces deux éoliennes et dédié au système d'asservissement mis en place. <p>L'exploitant a justifié de la mise en place en novembre 2018 d'un système de détection de l'avifaune (SDA).</p> <p>Les rapports de fonctionnement de ce système de 2018 et 2019 transmis par l'exploitant mentionnent des dysfonctionnements ponctuels (problème de connexion internet, disque dur rapidement saturé).</p> <p>Le dernier bilan de fonctionnement transmis indique la résolution de ces dysfonctionnements avec un enregistrement en continu des données.</p> <p>Le jour de la visite, l'inspection constate via l'interface du SDA présenté par l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> la mise en place du paramétrage du SDA est conforme aux caractéristiques du bridage dynamique prévu pour cette période (contrôle par sondage pour la période pré-nuptiale 2024). <p>L'exploitant du parc déclare notamment que la maintenance effectuée sur ce dispositif par la société en charge du SDA est organisée de la manière suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> vérification préventive à distance par le propriétaire exploitant du SDA ; maintenance curative effectuée par le propriétaire exploitant du SDA ; vérification visuelle générale sur site opérée par les agents du parc éolien <p>L'exploitant du parc a présenté à l'inspection un extrait 2024 de la main courante tenue par le propriétaire exploitant du SDA retraçant les grands événements rencontrés sur la période concernée (activation du système d'asservissement, maintenance réalisée, dysfonctionnement et reboot,...)</p> <p>L'inspection constate que :</p> <ul style="list-style-type: none"> l'exploitant a présenté et justifié les modalités de fonctionnement, d'actions et de maintenance du SDA ; ces différentes procédures ne sont pas formalisées par écrit.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Au vu des éléments présentés ci-dessus, l'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre dans un délai d'un mois les procédures écrites prescrites à l'article 6.1 susvisé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 2 : Déploiement des mesures ERC prescrites : Chiroptères

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/07/2017, article 6.1 partiel</p>
<p>Thème(s) : Autre, Préservation chiroptères</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place un système d'asservissement des éoliennes pour la protection des chiroptères conformément au dossier de demande d'autorisation.</p>
<p>Constats :</p>

<p>Au vu des éléments présentés par l'exploitant, l'inspection constate notamment les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le dispositif d'asservissement pour la protection des chiroptères a été mise en place en 2018 ; • les consignes d'asservissement spécifiées dans le dossier d'autorisation (température, vent, horaires) sont respectées pour la période d'asservissement contrôlées par sondage (mai 2024) ; • pour la période concernée (mai 2024), les données de mise à l'arrêt des éoliennes mettent en évidence des arrêts bien opérés par ce dispositif en faveur de la préservation des chiroptères. <p>Au vu des éléments présentés par l'exploitant, le paramétrage enregistré sur le logiciel d'asservissement est conforme aux paramétrages auxquels s'était engagé l'exploitant dans le dossier d'autorisation susvisé.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Suivi environnemental

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011 modifié, article 12</p>
<p>Thème(s) : Autre, Exploitation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation.</p> <p>Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>La mise en service industrielle de ce parc a été réalisée le 27/11/2018. Le premier suivi de l'activité avifaunistique et chiroptérologique (en altitude et au sol) en octobre 2019 et s'est achevé en octobre 2020. Il a fait l'objet d'un rapport établi par un bureau d'études spécialisé en mai 2021. L'inspection constate que le délai de mise en œuvre du premier suivi est supérieur à douze mois.</p> <p>Le rapport susvisé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • conclut à : <ul style="list-style-type: none"> ◦ une mortalité conforme à la bibliographie pour l'avifaune (aucun cadavre d'oiseau) pour l'ensemble du parc éolien et pour les chiroptères au droit de l'éolienne BO-01 ; ◦ une mortalité estimée plus élevée que les données bibliographiques pour l'éolienne BO-02, en raison du biais de prédation important. • préconise : <ul style="list-style-type: none"> ◦ un second suivi en vue de poursuivre le suivi de la mortalité au sol d'août à septembre ; ◦ et augmenter la fréquence de passage de l'écologue afin d'atténuer le biais de prédation. <p>L'inspection constate qu'un suivi de mortalité chiroptérologique au sol a effectivement été réalisé</p>

<p>d'août à septembre 2021. Il a donné lieu à un rapport établi en avril 2022 par le même bureau d'études et a effectivement accru la fréquence de passage de l'écologue.</p> <p>Ce rapport conclut que la mortalité réelle estimée des oiseaux et des chiroptères sur le parc éolien de Bois des Corps est semblable aux taux de mortalité retrouvés usuellement sur les parcs éoliens dans des contextes paysagers similaires.</p> <p>Au vu des éléments présentés par l'exploitant, la prescription est respectée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Collecte des données du suivi environnemental

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12 partiel</p>
<p>Thème(s) : Autre, Exploitation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité" créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3. Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection le certificat de dépôt des deux suivis environnementaux susvisés dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité" (DEPOBIO). Ces dépôts ont respectivement eu lieu le 24 mai 2021 et le 14 avril 2022.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Contrôle périodique extincteurs

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 partiel</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle périodique</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Selon une fréquence qui ne peut excéder un an, l'exploitant procède au contrôle de ces équipements de sécurité afin de s'assurer de leur bon fonctionnement.[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de la visite, l'inspection a constaté la présence d'un extincteur au rez de chaussée de chacun des deux aérogénérateurs visités. La date de la dernière vérification apposée sur ces équipements est "octobre 2022".</p> <p>Post-visite, l'exploitant a transmis le rapport (n°EN5G0/23/102) de vérification des équipements incendie établi le 24/10/2023 par le prestataire mandaté à cet effet. Il concerne la vérification opérée le 12/10/2023 sur ce parc éolien.</p> <p>L'inspection constate que la liste des équipements vérifiés et leur état sont spécifiés au sein de ce rapport. Le bon état des extincteurs susvisés y est précisé.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p>

<p>L'inspection demande à l'exploitant de justifier, dans un délai de 15 jours, l'apposition effective de la date de la dernière vérification opérée sur les équipements de lutte incendie susvisés.</p> <p>L'inspection rappelle que l'exploitant doit s'assurer que cette apposition est réalisée de manière systématique après chaque vérification périodique du prestataire mandaté à cet effet.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours